



SECONDE ETAPE DES REFORMES ECONOMIQUES

Le gouvernement nicaraguayen a annoncé il y a deux semaines un nouveau train de mesures économiques qui font suite aux décisions prises en février. L'objectif est toujours de limiter l'inflation en stimulant la production.

LE CUBA ET LE NICARAGUA, DEUX REVOLUTIONS SOEURS EN AMERIQUE LATINE

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a, pour la première fois, effectué une visite officielle de quatre jours à Cuba, où le commandant Fidel Castro lui a décerné l'ordre "José Martí". Les deux pays ont également souscrit des accords de coopération dans les domaines de la construction et de la santé.

LA SANTE POUR TOUS: LA REVOLUTION RELEVE LE DEFI

Les progrès réalisés depuis la victoire de la révolution dans le domaine de la santé sont impressionnants. Tout en ayant réussi à développer l'infrastructure sanitaire et à améliorer la formation du personnel médical, le gouvernement révolutionnaire a surtout mis sur la participation populaire pour réaliser ses programmes de santé.

LE GROUPE DES HUIT SOUS LE SIGNE DE L'AMERIQUE CENTRALE ET DU PANAMA

Le "Groupe des Huit" vient de se réunir au Mexique. Marcio Vargas nous propose un rappel des principales étapes de son histoire qui se déroule au rythme des événements centraméricains.

SOULAGMENT AU NICARAGUA: ON A RETROUVE L'ASSASSIN DE CESAR BRANDAU !

Il était temps, c'était devenu une affaire nationale.

60P 11481

SECONDE ETAPE DES REFORMES ECONOMIQUES

par Xavier Reyes.

Managua, (ANN). Le gouvernement nicaraguayen a décidé d'accélérer le programme de réformes économiques qui a commencé en février dernier et a annoncé un réajustement du taux de change officiel, qui passe à 80 cordobas pour un dollar, une politique de libération des salaires et de nouvelles mesures concernant le crédit (voir ci-dessous le contenu détaillé).

"Nous estimons nécessaire de faire des réajustements plus rapides et plus soutenus dans tous les domaines (de l'économie)" a expliqué le président Ortega lors d'une rencontre avec 1'500 fonctionnaires, dirigeants syndicaux et cadres du FSLN. Le chef de l'Etat a assuré qu'au Nicaragua "la tâche principale est toujours la défense du pouvoir révolutionnaire".

En février dernier, les réformes économiques avaient commencé par le changement de la monnaie, l'établissement d'une nouvelle politique des prix et des salaires, la révision de la parité du cordoba par rapport au dollar et des modifications dans le crédit aux producteurs. Parallèlement, on avait procédé à la restructuration du secteur d'Etat par des fusions de ministères et d'entreprises entraînant une réduction de personnel, afin de diminuer les dépenses de l'Etat et déplacer la force de travail vers les secteurs productifs.

Le président a rappelé que le pays vit "la dichotomie entre la réalité de la guerre et celle des problèmes économiques. La guerre, a-t-il ajouté, a provoqué l'accumulation des détériorations de l'économie", ce qui est difficile parfois à comprendre "par manque de conscience politique et idéologique". Il a rappelé également que beaucoup de pays capitalistes vivent des problèmes semblables à ceux du Nicaragua sans pour autant connaître la guerre. "En Amérique latine, il y a des pays en voie de développement de type capitaliste, qui se trouvent en crise malgré l'aide qu'ils reçoivent de nations développées à qui il ne convient pas qu'ils se noient complètement".

Selon le dirigeant sandiniste, la situation du Nicaragua est différente: "Nous avons fait la révolution pour pouvoir accéder au développement (...) et nous vivons une étape de défense du pouvoir révolutionnaire. Bien que nous ne soyons pas en train de défendre un schéma capitaliste, nous n'avons pas pour autant établi un Etat socialiste où la propriété privée n'existe pas". Il a réfuté les arguments de ceux qui pensent que la révolution n'a pas pris des mesures plus radicales pour des raisons géopolitiques. "Nous ne pouvons penser prendre des mesures qui conduisent à l'abolition de la propriété privée, mais des mesures qui permettent de contrôler et d'infléchir la crise économique, pour éviter que l'inflation soit aussi forte et arriver à rétablir la production dans des secteurs

qui nous paraissent les plus importants, puisque nous n'avons pas la capacité de l'augmenter dans tous les domaines".

D. Ortega a expliqué que la base économique du pays est fragile. "Il faut rappeler que, sur 3,5 millions d'habitants, la population active s'élève à 1,1 million. Un million de Nicaraguayens poursuivent des études et il faut bien sortir de quelques part l'argent pour les entretenir. Des économiquement actifs, nous avons 205'000 travailleurs salariés dans le secteur productif (agriculture, industrie, construction, banques) et ils doivent supporter le poids de 210'000 travailleurs du secteur non productif (défense, santé, éducation, appareil d'Etat). (...) Cette structure n'est pas préparée pour résister et, affectée comme elle l'est par l'agression, elle ne peut mettre en oeuvre toutes ses potentialités".

Comme l'a souligné le chef de l'Etat, si le Nicaragua disposait d'une haute technologie et d'un bon approvisionnement, la situation serait totalement différente. "Les mesures prises en février tendent à assouplir et libéraliser l'économie, et cela peut apparaître comme un élément contraire aux intérêts de classe que défend notre révolution" a-t-il dit, mais il a précisé que ces décisions "sont nécessaires pour éviter l'effondrement de l'économie".

Contenir les salaires et le crédit aux producteurs sont deux mesures immédiates prises par le gouvernement. Le président a expliqué qu'il ne s'agit pas de restreindre le crédit mais de lui donner sa vraie valeur. Les salaires vont être augmentés de façon limitée pour leur permettre de rattraper en partie l'augmentation des prix.

Mais D. Ortega a averti: "Ces mesures ne vont pas résoudre les problèmes économiques et nous devons nous efforcer de diriger la force de travail disponible vers les secteurs productifs de l'agriculture".

CONTENU DES MESURES ADOPTEES

Salaires: augmentation générale de 30 %. Les entreprises qui dégagent des excédents sont autorisées à assouplir leur politique salariale en payant les primes qu'elles estiment justes et possibles.

Monnaie: le taux de change officiel passe de 12 à 80 cordobas pour un dollar. Un change parallèle de 130 pour un est autorisé dans les maisons de change.

Crédit: financement à 100 % pour l'acquisition des intrants (semences, engrais, pesticides etc) et des produits nécessaires à la récolte. Pour le reste, financement à 70 %.

Hydrocarburés: le prix du gallon d'essence (environ 4 litres) passe à 175 cordobas (2,2 dollars) ce qui le situe dans la moyenne des prix pratiqués en Amérique centrale.

OBJECTIF DES MESURES

- 1) contenir l'inflation sans pour autant prétendre l'arrêter.
- 2) stimuler la production agricole en promouvant les exportations. Les primes à la production en dollars sont maintenues et s'élargissent à d'autres productions non traditionnelles (primes de 25 à 100 %).
- 3) contrôler la consommation et le crédit aux producteurs, deux éléments facteurs d'inflation.
- 4) augmenter la production nationale, rationaliser les ressources, mieux organiser la production et augmenter la rentabilité des entreprises.
- 5) limiter la perte du change en réduisant le déficit fiscal et les dépenses de l'Etat.

En raison de problèmes techniques cet article prévu il y a 2 semaines n'a pu paraître qu'aujourd'hui.

LE CUBA ET LE NICARAGUA : DEUX REVOLUTIONS SOEURS EN AMERIQUE LATINE

par Arqueles Morales

La Havane, juin (ANN). C'est Vladimir Soría, un ouvrier métallurgiste de 28 ans originaire de Matanzas, qui a donné la meilleure interprétation des faits: "Ecoute, *compañero*, voir Fidel et Daniel se donner l'accolade confirme que la visite du président nicaraguayen dans notre pays est une célébration entre frères, qui respectent leurs différences mais ont en commun une foule de choses".

Soría n'a fait qu'exprimer une réalité que nous avons tous constatée en tant que journalistes nicaraguayens qui accompagnions la délégation officielle au cours d'une intense visite de quatre jours qui nous a aidé à mieux connaître la réalité cubaine.

La soirée du 27 juin marque cependant l'événement le plus émouvant. Ce jour-là, le commandant Fidel Castro a décerné à Daniel Ortega l'ordre "José Martí", la plus haute distinction octroyée par le gouvernement cubain. Ce fait historique a eu lieu au Palais de la Révolution. Osmany Cienfuegos, frère de l'inoubliable Camilo Cienfuegos, membre du bureau politique du parti communiste cubain, a été chargé du discours d'ouverture de la cé-

rémonie officielle. Après avoir rappelé que le président nicaraguayen participe à la lutte de son peuple depuis l'âge de quinze ans, il a ajouté: "Président et *compañero* Ortega, avec la Direction nationale du Front Sandiniste de Libération Nationale, vous avez non seulement su conduire votre peuple vers la victoire mais aussi, après l'avoir obtenue, le guider tout au long de ce chemin difficile de la révolution cernée par l'impérialisme yankee, en donnant à l'Amérique latine un bel exemple de dignité et de courage".

De son côté, le président Ortega, dans un discours simple et bref, mais chargé d'émotion, a remercié l'honneur qui lui a été fait et a affirmé: "Notre amitié avec Fidel, avec Cuba et avec cette révolution est historique et indestructible. Nous nous rappelons les jours où nous conspirions avec Fidel pour renverser la dictature d'Anastasio Somoza. Et nous avons réussi. Ensuite, nous avons continué à conspirer, mais cette fois pour obtenir la paix, la démocratie, la tranquillité en Amérique centrale".

Quelques instants plus tard, Fidel nous dira en aparté: "Cela vaut la peine d'avoir vécu pour voir comment le peuple du Nicaragua s'est élevé au-dessus de sa souffrance, a puisé des forces là où on croyait qu'il n'y en avait plus, a vaincu et continue à vaincre. C'est la meilleure récompense qu'un révolutionnaire comme moi peut recevoir".

Sur un autre plan, la visite du président Ortega à Cuba a été marquée par la signature d'accords de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de la construction et de la santé.

Ce ne sont pas les premiers, car comme l'a rappelé Ortega, des instituteurs cubains qui travaillaient bénévolement au Nicaragua, exemples de courage et d'abnégation, ont versé leur sang aux côtés du peuple nicaraguayen.

Le secteur de la construction a revêtu, pour la délégation nicaraguayenne, une importance particulière. A Cuba, il existe un système de micro-brigades constituées par des travailleurs de branches diverses qui, pour une durée d'un an, se consacrent bénévolement à la construction de logements, de crèches et d'autres oeuvres de caractère social. Grâce à ce système, environ 5 mille projets de construction sont actuellement en voie de réalisation. Le président Ortega a confié à ANN que ce mode d'organisation lui semble approprié "parce qu'il repose sur un appel à la conscience de classe des travailleurs. Comme pensait le Ché, il ne s'agit pas de sous-estimer ni de magnifier les encouragements matériels, mais plutôt de leur donner la place qui leur revient. Cela signifie qu'il faut considérer la conscience comme le moteur capable de soulever les montagnes".

L'intérêt qu'a témoigné la délégation à l'égard de ce système de construction et les déclarations d'Ortega laissent prévoir que le Nicaragua, dont le déficit dépasse les 200'000 logements - surtout à Managua, depuis le tremblement de terre de 1972 et à cause de l'émigration des campagnes - pourrait adopter une variante nationale des micro-brigades. L'Etat apporterait les matériaux et la population le travail de construction proprement dit.

Par ailleurs, lors d'un "face à face" réalisé dans l'île de la Jeunesse, le président a demandé à un millier d'étudiants nicaraguayens de fournir les plus grands efforts dans leurs études. Après avoir répondu à leurs questions sur divers aspects de la gestion du gouvernement nicaraguayen, il les a informés sur le cours des négociations avec la contre-révolution, sur les perspectives de paix et la possibilité d'escalade de la guerre.

Le président Ortega avait déjà visité Cuba à plusieurs reprises. La première fois, il était très jeune. C'était à la chaleur de la solidarité que la jeune révolution cubaine apportait aux Sandinistes. Par la suite, après sept ans passés dans les cachots de Somoza, il y est revenu en compagnie de Carlos Fonseca, de Tomas Borge et d'autres dirigeants pour préparer la libération définitive du peuple nicaraguayen. Cependant, c'est la première fois qu'il s'y rend en visite officielle.

Partout, à La Havane et dans les autres endroits où s'est rendue la délégation dont faisaient également partie les commandants de la révolution Jaime Wheelock et Luis Carrión, l'on pouvait lire : "Bienvenue à Daniel, bienvenue au Nicaragua".

Cela traduisait bien les sentiments qui ont dominé lors de ces quatre jours à Cuba: la fraternité, la solidarité et comme l'a résumé le jeune ouvrier cubain Soría: "La sécurité d'être deux révolutions soeurs, affrontant les mêmes menaces et le même ennemi, mais avec un avenir commun de victoires".

DETAIL DE L'AIDE QUE CUBA VA APPORTER AU NICARAGUA.

Au retour de sa visite officielle à Cuba, le président Ortega a donné le détail de l'aide extraordinaire que ce pays vient d'accorder au Nicaragua:

- remise de 50 millions de dollars sur sa dette.
- donation de 270'000 tonnes de pétrole brut pour trois ans (90'000 tonnes annuels, soit 12,5 % des besoins).
- donation de 15'000 tonnes de ciment par an et pendant trois ans, destinées à la Côte atlantique.
- donation de 50'000 rations alimentaires par an jusqu'en 1990, destinées également à la Côte atlantique.

- livraison des ressources nécessaires à la mise en marché d'un projet d'exploitation forestière sur la Côte atlantique (depuis la plantation jusqu'à la transformation).

- livraison du matériel nécessaire et assistance technique pour la rénovation des installations pour le traitement du sucre.

- livraison du matériel nécessaire et assistance technique pour la plantation de 2'000 ha de riz.

- coopération et livraison des ressources nécessaires pour l'élevage du bétail, la production de tabac et les plantations maraîchères.

- traitement préférentiel dans les échanges: pour chaque dollar de produits que le Nicaragua va livrer à Cuba, il va recevoir deux dollars en produits cubains (la relation était jusqu'à présent de 1 à 1,7).

LA SANTE POUR TOUS AU NICARAGUA: LA REVOLUTION RELEVE LE DEFI

par Felipe Jaime

Managua, juin (ANN). Immédiatement après la victoire de la révolution populaire sandiniste, le 19 juillet 1979, le gouvernement révolutionnaire a fait face, non sans difficultés, à l'un des principaux problèmes sociaux: la santé du peuple nicaraguayen.

Quelques statistiques montrent les progrès réalisés dans ce secteur de vitale importance: de 1977 à 1986, par exemple, le taux de mortalité infantile a diminué de 120/mille à environ 60/mille. Alors qu'un recensement réalisé en 1975 indiquait que pendant la dernière décennie 67 % des enfants nicaraguayens étaient victimes de malnutrition, en 1986, ce chiffre est descendu à 22 %, correspondant particulièrement à la population infantile des zones rurales et des zones où s'acharnait la contre-révolution.

Dans le domaine de la santé, le gouvernement a concentré ses efforts sur les enfants. Des maladies endémiques et épidémiques qui sous la dictature (1934-1979) constituaient le principal fléau de l'enfance nicaraguayenne sont actuellement éliminées. Depuis 1982, par exemple, on n'a rapporté aucun cas de poliomyélite, ce qui signifie que le Nicaragua est le seul pays d'Amérique centrale à avoir obtenu l'éradication de cette maladie.

Le gouvernement nicaraguayen a lancé de grandes campagnes de vaccination des enfants, principalement contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite. Ces campagnes ont lieu tous les ans et sont menées à bien grâce à la participation de la population. En effet, dans chaque Comité de défense sandiniste (CDS, organisation communautaire)

taire chargée de régler les problèmes du quartier) il existe une commission de santé. Tous les ans, cette commission procède au recensement des enfants de moins de 6 ans et organise trois journées de vaccination à 6 semaines d'intervalle aux dates fixées par le ministère de la santé. Au jour dit, dans tout le pays, des bénévoles aidés d'infirmières du quartier ou d'un médecin vaccinent dans une maison prêtée à cet effet par ses locataires. A la mi-journée, ils vont rendre visite aux familles qui n'ont pas amené leurs enfants et leur demandent de le faire.

Ainsi, de très hauts pourcentages de vaccination ont été obtenus. C'est pourquoi le Nicaragua s'est engagé à atteindre fin 88 la vaccination pour tous, et pour ce faire se prépare à lancer une vaste campagne avant la fin de cette année, alors que d'autres pays ne pourront y songer avant 1990 ou n'ont même pas pris d'engagement à ce sujet. "On peut faire de grandes choses dans ce pays", a affirmé le représentant de l'UNICEF à Managua dans une interview accordée à ANN.

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, le Nicaragua est le seul pays dont la population s'est à ce point intégrée au développement social. On peut dire qu'il est privilégié, mais ce qu'il a obtenu, personne ne lui en a fait cadeau, il l'a gagné par ses propres efforts". En ce moment, les CDS préparent une campagne de vaccination pour les chiens, afin de combattre la rage.

En ce qui concerne l'infrastructure sanitaire, de grands pas ont également été franchis depuis huit ans, alors qu'en quarante ans de dictature pratiquement rien n'avait été fait. Avant 79, il n'existait que 67 hôpitaux. Actuellement, il y a 573 installations médicales: hôpitaux, dispensaires et postes de santé. Les consultations médicales gratuites s'élèvent à 6 millions 720 mille par an, les contrôles pré et post-natals à 2 millions 200 mille, et l'on pratique 63 mille opérations chirurgicales et 62 mille accouchements par an.

Eu égard aux subventions gouvernementales, le domaine de la santé est le deuxième secteur prioritaire. Pour 1988, la santé recevra l'équivalent en cordobas de 70 millions de dollars, budget qui n'est dépassé que par celui de l'éducation nationale. (voir bulletin no 116).

Le gouvernement est en train de mettre en place un vaste plan qui vise à renforcer la médecine générale. En effet, il est nécessaire de surmonter le déséquilibre actuel qui consiste à ne disposer que de 300 médecins généralistes alors qu'il y a 537 médecins spécialisés.

Récemment, en parlant de la formation du personnel médical, le ministre de la santé Dora Maria Tellez a rappelé l'inefficacité de l'enseignement sous la dictature somoziste: alors qu'il y avait en moyenne 120 étudiants inscrits en médecine, seulement 40 d'entre eux, et dans le meilleur des cas 60, décrochaient leur diplôme. Actuellement, les facultés de médecine de León et de Managua

accueillent environ 600 étudiants par an, et pour la première fois des spécialistes sont formés dans le pays.

Dora Maria Tellez a ajouté que, dans le domaine de la santé, le Nicaragua doit faire face à quatre priorités: les enfants, les victimes de la guerre d'agression (environ 5000 blessés), l'élimination totale de maladies telles que la malaria, la typhoïde et la tuberculose et les maladies qui touchent les personnes âgées de plus de cinquante ans, telles que le cancer, l'hypertension et la cirrhose. Quant au service public de la santé, la tâche prioritaire demeure l'attention à la femme enceinte et aux enfants de moins de 5 ans.

LA SANTE: UN DROIT.

Suivant le principe qui établit que l'ensemble de la population a droit à la santé et que c'est à l'Etat qu'incombe cette responsabilité, une nouvelle stratégie est mise en oeuvre dans ce secteur au Nicaragua.

Le système unique de la santé (SNUS) créé après la victoire du FSLN en 1979, et qui traduit la nouvelle conception de la santé mise en pratique dans tous les centres de santé du Nicaragua à l'heure actuelle, a tâché de résoudre les grands problèmes chroniques qui affectaient la population nicaraguayenne sous la dictature somoziste. Les principes qui définissent l'actuelle politique sanitaire sont les suivants:

1. La santé est un droit pour tous et une responsabilité de l'Etat.
2. Les services de santé doivent être accessibles à l'ensemble de la population. Des priorités sont établies à l'égard du binôme mère-enfant et des travailleurs.
3. Les services médicaux doivent revêtir un caractère intégral: avoir soin des personnes et de leur environnement.
4. Dans le domaine de la santé, le travail doit être accompli en équipes multidisciplinaires.
5. L'activité de la santé doit être planifiée.
6. La communauté doit participer à toutes les activités du système.

LE GROUPE DES HUIT SOUS LE SIGNE DE L'AMÉRIQUE CENTRALE ET DU PANAMA

par Marcio Vargas.

Mexique, (ANN). Tout a commencé en 1983 dans une petite île des Caraïbes appartenant au Panama d'où le groupe allait tirer son nom: Contadora. Ils étaient quatre pays (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) et trois éléments les réunissaient: ils étaient latino-américains, géographiquement très proches de l'Amérique centrale, ils voulaient et avaient besoin de la paix dans l'isthme.

Deux ans après, tandis que l'Amérique centrale continuait à brûler au feu lent des conflits de faible intensité allumés par les Etats-Unis, le groupe de Lima, appelé aussi groupe d'appui à Contadora (Pérou, Brésil, Uruguay et Argentine), les a rejoint.

Quelques mois plus tard, leurs ministres des Relations extérieures ont choisi un nouveau nom: le Groupe des Huit. Mais, à cause de la résistance tenace des pays de l'isthme alliés des Etats-Unis qui n'acceptaient pas l'idée d'une médiation latino-américaine et également parce que le groupe avait des plans plus importants de coordination et d'intégration régionales, il a pris le nom officiel de "Mécanisme de concertation politique en Amérique latine".

Il a vécu ses beaux jours pendant les derniers mois de 1987. Tout d'abord a eu lieu la réunion du mois d'août au Guatemala, où le plan présenté comme l'oeuvre personnelle d'Oscar Arias (en réalité, c'était le même que celui élaboré par Contadora quelques années auparavant moins la partie concernant la sécurité et la vérification) a été signé par les cinq présidents centraméricains, ce qui est apparu alors comme une porte ouverte sur la paix. Les huit ont été désignés pour faire partie de la Commission internationale de vérification et de suivi et, bien que ce soit O. Arias qui en ait reçu les lauriers (et même le Nobel de la paix), Contadora et le Groupe d'appui allaient être garants de l'application des accords d'Esquipulas. Ils étaient de plus chargés de suivre le processus et de continuer la négociation sur la question de la sécurité, d'une importance cruciale.

Puis, en novembre, les présidents des huit pays, pour la première fois sans l'égide de la Maison Blanche et de leur propre initiative, se sont rencontrés pour aborder les problèmes de l'Amérique latine y compris, bien sûr, ceux de l'Amérique centrale. C'était la réunion d'Acapulco, et elle a fait date.

Mais, début 88, les choses ont évolué de façon notable et les huit sont entrés dans une période difficile. En effet, en janvier, lors de la réunion des présidents centraméricains à San José (Costa Rica), les Etats-Unis exercent

des pressions par le biais du Salvador et du Honduras et le groupe est écarté du processus d'Esquipulas.

En février, toujours sous la pression des Etats-Unis, le chef d'entreprise Erik Delvalle, que l'Assemblée nationale avait choisi comme président du Panama quelques temps auparavant, tente brusquement de faire un coup d'Etat contre le général Noriega, chef des Forces armées.

L'objectif était clair: mettre le Panama sur un chemin très éloigné de celui du Groupe des Huit, de la souveraineté et de l'Amérique centrale.

L'Assemblée panaméenne destitue constitutionnellement Delvalle et nomme constitutionnellement Manuel Solis Palma à la présidence. La colère de Washington se déchaîne: les Etats-Unis décrètent le blocus économique contre le Panama, dirigent une rébellion civile dans le pays et menacent d'intervenir militairement à partir de la zone du canal. Pendant ce temps, les ministres des Relations extérieures du Groupe des Huit se réunissent à Cartagena, certains d'entre eux manifestant de sérieuses hésitations (attitude qui a commencé à apparaître au fil du temps), le groupe met provisoirement le Panama à l'écart, "jusqu'à ce que sa situation interne se stabilise". Elle se stabilise en effet quelques mois après, mais le Panama subit de plein fouet l'agression économique des Etats-Unis dont les menaces et les violations se font chaque fois plus violentes.

Pendant ce temps, l'Amérique centrale, en l'absence de l'Amérique latine, voit les engagements d'Esquipulas foulés aux pieds on ne peut plus ouvertement par les alliés des Etats-Unis dans la région, y compris la Contra. Au Salvador, le gouvernement déclare publiquement qu'il ne veut pas dialoguer avec le FMLN, tandis que les escadrons de la mort continuent à assassiner quotidiennement les militants des droits de l'homme et les syndicalistes. Le Honduras, plus que jamais, permet sur son territoire la présence et la liberté d'action de la Contra et refuse de faire fonctionner la Commission de réconciliation.

Au Guatemala, le président Vinicio Cerezo, serré de plus en plus près par les militaires et paramilitaires d'extrême-droite, refuse d'instaurer le dialogue avec la guérilla. Au Costa Rica, O. Arias décide étrangement de s'ériger en juge alors qu'il est partie et saisit toutes les occasions pour rendre le gouvernement nicaraguayen responsable de tous les maux de la région, pendant que la garde "civile" costaricaine réprime les paysans. Au Nicaragua, le gouvernement applique les accords dans leur totalité et va même au delà, mais ce n'est jamais suffisant pour ses ennemis. Les contras décident de refuser la négociation et retournent à Washington demander une nouvelle aide militaire au Congrès.

L'élan vers l'intégration et la coordination latino-américaine du Groupe des Huit se trouve alors sérieusement affecté, non seulement par la mise à l'écart provisoire du Panama, mais aussi par l'attitude inflexible des pays capitalistes développés, principalement des Etats-Unis, qui refusent de traiter comme il conviendrait le problème de la dette extérieure de l'Amérique latine tout en renouvelant et en accentuant leurs politiques commerciales protectionnistes qui enfoncent le sous-continent dans la crise.

C'est dans ce contexte, qui se conjugue avec les problèmes internes de chacun des membres du groupe, qu'a lieu fin juin au Mexique la réunion des ministres des Relations extérieures des Huit. La rencontre a lieu en deux temps, tout d'abord à Oaxaca puis à Mexico. Grâce à l'adresse de diplomates patronnés par les plus courageux des huit pays, le ministre panaméen a réussi à participer à la deuxième partie. A Oaxaca, les 7 ministres ont discuté sur des questions de politique, d'économie et de culture régionales et ont publié un long communiqué dont deux points sont importants: ils annoncent une nouvelle rencontre des présidents des pays du groupe fin octobre en Uruguay et expriment leur déception devant l'attitude des pays industrialisés qui négligent souverainement toute possibilité d'aborder sérieusement le problème de la dette et du protectionnisme.

A Mexico, le groupe des sept ministres augmenté du Panaméen Jorge Ritter, se sont à nouveau réunis, cette fois avec la casquette "Contadora", et ont traité exclusivement la question de l'Amérique centrale. Cette rencontre de trois heures a eu deux résultats notables: tout d'abord le Panama a pu exposer sa situation et dénoncer l'agression étatsunienne (ce cas sera rediscuté plus tard par le groupe). Ensuite, un communiqué commun, bref mais positif, a été publié.

Ce document répète les positions traditionnelles des Huit, mais ce rappel est particulièrement opportun puisque le groupe lance un appel pressant à la suspension ou à l'arrêt de tout type d'aide aux Forces irrégulières en Amérique centrale (message clairement destiné aux Etats-Unis), demande aux pays de la région de renouer le dialogue et d'établir une fois pour toute un mécanisme de vérification de l'application des accords. La lecture des deux communiqués permet de se rendre compte que les principes défendus tant par Contadora en Amérique centrale que par le Groupe des Huit en Amérique latine sont plus que jamais à l'ordre du jour, mais en même temps, si l'on jette un coup d'oeil autour, plus exactement à l'intérieur de la région, il n'échappe à personne que la situation n'a jamais été aussi difficile.

Les visages austères et les rares paroles des huit ministres reflétaient clairement les signes de la réalité que vit la région.

Paradoxalement, seul le ministre panaméen s'est montré enclin à plaisanter. Une journaliste mexicaine lui a fait remarquer: "Reconnaissez que c'est difficile pour nous de rédiger nos articles avec autant d'ambiguïtés. D'un côté, le Panama ne fait plus partie des Huit, mais d'un autre il est toujours membre de Contadora et de son groupe d'appui. Cela revient à essayer d'expliquer que les Huit sont les mêmes mais ne sont pas les mêmes". "Moi, j'ai de la chance, je ne suis pas chargé de faire un article", lui a répondu J. Ritter.

Apparemment, le processus de négociation en Amérique centrale et le processus d'intégration en Amérique latine sont dans un goulet d'étranglement. Un diplomate sud-américain, qui a eu une participation active lors des deux réunions, a fait le commentaire suivant: "Le goulet d'étranglement est à Washington. Il va se fermer définitivement ou bien s'ouvrir vers des lendemains encourageants dans les six mois qui viennent".

"Et rappelez-vous que Reagan ne peut plus être réélu..." a-t-il ajouté en souriant avant de s'éloigner.

Va-t-il falloir attendre jusque là?

SOULAGEMENT AU NICARAGUA: ON A RETROUVE L'ASSASSIN DE CESAR BRANDAU

par Michèle Faure.

Managua, (ANN). La nouvelle faisait la une de tous les quotidiens du jeudi 30 juin. Elle avait même envahi la page des articles de réflexion du "Nuevo Diario" où un éminent sociologue affirmait: "J'ai tué César Brandau". La veille, le feuilleton de la télévision "Final Feliz" s'était terminé.

Ne demandez pas qu'on vous résume cette "Telenovela" brésilienne. Sachez seulement qu'un "méchant", César Brandau, y a été assassiné, que sa mort profite à tout le monde et que chacun se prend à soupçonner l'autre. Qu'il y a un couple parfait, jeune et beau, un autre qui se cherche. Sachez que l'assassin a été retrouvé à l'avant-dernier épisode et que, ouf, c'était un autre méchant. En un mot, on y trouvait tous les ingrédients pour tenir en haleine un pays entier pendant plusieurs mois à raison d'une heure tous les soirs.

Le jeudi 30, la presse rapporte le cri unanime des téléspectateurs: on aurait voulu que ça dure plus longtemps. C'était à vrai dire franchement difficile, le réalisateur ayant fait de remarquables efforts dans ce sens.

"Barricada", l'organe officiel du FSLN, s'interroge en première page: pourquoi les gens aiment-ils tant les feuilletons ? Réponse des spécialistes en page intérieure:

Un psychologue qui étudie les problèmes de la communication explique qu'ils jouent sur la projection et l'identification. La première permet de décharger tensions et angoisses à travers les conflits que vivent les personnages. La seconde procure une satisfaction, illusoire, de ses propres aspirations. Pour un pays qui s'affronte aux Etats-Unis eux-mêmes, un pays cerné par la guerre qui pèse de tout son poids, un pays véritablement bloqué, ces deux fonctions ne sont pas négligeables. S'il reconnaît au feuilleton une action positive, le psychologue ajoute cependant: "C'est une arme à double tranchant, car il risque de conduire à l'aliénation. Certains, au lieu de chercher la réponse concrète à leurs problèmes, peuvent être tentés de vivre dans la fiction".

D'autres soulignent que les hommes aussi bien que les femmes ont suivi "Final Feliz" avec assiduité, ce qui prouve que la "telenovela" a bien fonctionné, offrant à tous un moment de détente. Une sociologue regrette pourtant qu'elle n'ait apporté aucun message social. "Avec ses situations idylliques, ses scènes hystériques, c'était une description de la vie moderne très éloignée de la réalité".

Le "Nuevo Diario", quant à lui, propose sous le titre "Finie la déboramanie" (du nom d'une héroïne dont les démêlés avec le jeune premier Rodrigo et le caractère de cochon ont coupé en deux l'opinion publique), un assez long article riche en commentaires pris sur le vif. "Moi, je couche mon fils tôt pour qu'il dorme avant le début". Ou encore, une certaine Doña Carmen explique: "Plus on s'approchait de 7 heures, plus la maison devenait silencieuse comme si un rite secret se préparait". En effet, à l'heure de la "telenovela", plus personne dans les rues. Comme peu de foyers ont la télévision, les maisons qui en sont pourvues se remplissaient de voisins. Moment sympathique d'écoute collective, d'échanges, de discussions fournies puisque il y avait une bonne vingtaine de coupables possibles pour le meurtre de l'affreux Brandau. Le "Nuevo Diario" publie également un article très drôle d'un sociologue nicaraguayen. Sous le titre provocateur de "J'ai tué César Brandau", ce dernier raconte que "Final Feliz" a momentanément changé ses rapports avec sa femme, déboramaniaque impénitente qui s'écria un jour dans son sommeil: "Mais qui a tué César Brandau?" "Elle se prenait peut-être pour une déesse brésilienne déléguée des tâches domestiques".

Faut-il préciser que les personnages du feuilleton échappaient complètement aux contingences anti-romantiques du ménage et de la lessive. Et le sociologue d'avouer: "Un soir, je lui ai fait l'amour avec furie pour la débarrasser de ses cauchemars feuilletonnesques à propos de César Brandau". Il ne cache pas non plus qu'il était devenu, pour cause de "Final Feliz", "ce type de mari ennuyeux et sédentaire" qui va directement du travail à son téléviseur, bien que, remarque-t-il, le feuilleton "avait ses petites faiblesses" et qu'il ait "coûté plus cher en imagination qu'en capital".

Les Nicaraguayens aiment rire et ont, plus que d'autres, le don de se saisir des éléments de la réalité pour faire un bon mot. Certains l'ont appris à leurs dépens, comme cette responsable du parti conservateur que brusquement tout le monde s'est mis à appeler Niña Moza (personnage principal de la telenovela de l'époque). Le mode le plus répandu étant la dérision, en ce moment il n'y a pas ici un seul vieux laid que ses amis n'aient rebaptisé Rodrigo. "Final Feliz" a également alimenté les plaisanteries pendant le "Repliegue", cette marche de 30 km qui se fait tous les ans, de nuit, pour commémorer le répl stratégique des combattants de Managua vers Masaya, le 27 juin 1979. César, Débora, Rodrigo et les autres étaient la référence obligée de cette joyeuse troupe de 30'000 personnes qui ont marché pendant cinq heures.

Même si "Final Feliz" a eu aussi ses détracteurs, ne boudons pas notre plaisir. Ce feuilleton avait quelques qualités: le jeu de certains acteurs, comme José Wiker ("Doña Flor et ses deux maris"), deux ou trois caractères qui s'élevaient nettement au-dessus de la caricature, ou bien le cheminement du soupçon qui dévaste peu à peu les rapports entre les personnages. Et puis, l'art subtil de différer les dénouements, qui crée l'attente et qui la frustrer, de faire rebondir l'histoire, rappelle les grands feuilletons du XIXème siècle. C'est un petit plaisir, mais en ces moments d'incertitudes, il a sans doute son importance. Les Français en leur temps - qui était de loin bien plus facile - n'ont-ils pas eu leur "Janick aimée" ?

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--
Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

